

EXTRAIT
DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL
DE LA COMMUNAUTE D'AGGLOMERATION DE SAINT-DIZIER, DER & BLAISE

L'an deux mille vingt-deux, le 11 avril à 18 heures, le Conseil de la Communauté d'Agglomération de Saint-Dizier, Der & Blaise s'est réuni en séance publique à l'espace « Cœur de Ville » de Saint-Dizier, sous la présidence de Monsieur Quentin BRIERE, en suite de la convocation faite le 5 avril

Présents :

- M. BRIERE, Président
- M. GOUVERNEUR, M. SIMON, Mme BLANC, M. MARIN, M. MERCIER, Mme GEREVIC, M. NOVAC, M. KAHLAL, M. LAURENT, M. KREZEL, M. CHARPENTIER, Vice-Présidents
- Mme ABA, Mme AUBRY, M. BANCELIN, M. BASTIEN, M. BAUDOT, Mme BINET, M. BONNEAUD, M. BONNEMAIS, M. BOSSAN, Mme BOYER-CASTELO, M. BROSSIER, Mme CHEVAILLIER, Mme CHEVILLON, M. CLEMENT, M. COLIN D., M. COLIN P., M. DELMOTTE, Mme DELORME, M. DELVAUX, M. DESCHARMES, Mme DUHALDE, M. EYCHENNE, Mme GAILLARD D., M. GAILLARD E., Mme GALICHER, M. GARNIER, M. GAUCHERON, M. GUILLEMIN, Mme GUINOISEAU, M. HAMMADI, M. HURSON, M. HUVER, M. JEANSON, M. LANDRY, M. LASSON, Mme LE MOGUEN, M. LECLERE, M. LESAGE, M. LISSY, M. MAITREHENRY, M. MARCHANDET, M. MENAUCOURT, M. MILLOT, M. MOITE, M. MONCHANIN, M. OLIVIER, M. OUALI, M. PREVOT, M. RAIMBAULT, M. REMENANT, Mme ROBERT-DEHAULT, Mme SAGET-THYES, Mme SALEUR, M VAGLIO, M. VALTON, Mme ZUCCALI

Excusés : M. BAYER, Mme BELLIER, Mme BONTEMPS, M. BOUZON, M. CARON, Mme CLAUSSE, Mme COLLET, M. CORNUT-GENTILE, M. DAVAL, Mme DE CHANLAIRE, Mme DONATO, M. DREHER, Mme FORTUNE, M. GOUGET, M. KARATAY, M. KIHM, Mme KREBS, M. LADEIRA, Mme LANDREA, Mme MARCYAN, M. OZCAN, M. PEREZ, Mme PEYRONNEAU, M. RICHARD, M. RONDELET, M. ROUSSEL, Mme THIEBLEMONT, M. TURCATO, Mme VERDUN

Ont donné procuration :

M. BOUZON à M. LASSON	M. KARATAY à M. LISSY
Mme CLAUSSE à Mme BLANC	Mme LANDREA à M. HURSON
M. GOUGET à M. GUILLEMIN	M. OZCAN à M. KAHLAL
Mme DONATO à M. LAURENT	Mme PEYRONNEAU à M. BRIERE
Mme FORTUNE à M. GAUCHERON	Mme THIEBLEMONT à Mme ROBERT-DEHAULT

Secrétaire de séance : M. OLIVIER

N°60-04-2022

INSTAURATION DU « FORFAIT MOBILITES DURABLES » AU PROFIT DES AGENTS DE LA COLLECTIVITE

Rapporteur : Mme BLANC

Un forfait mobilités durables, instauré par le décret n°2020-543 du 9 mai 2020 concernant la fonction publique de l'État et son arrêté d'application, a été étendu à la fonction publique territoriale par le décret n°2020-1547 du 9 décembre 2020. Ces textes sont issus de la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités.

Ce dispositif permet aux agents de bénéficier du remboursement de tout ou partie des frais engagés pour leurs déplacements entre leur résidence habituelle et leur lieu de travail avec leur vélo mécanique ou à assistance électrique ou en tant que conducteur ou passager en covoiturage. Il étend ainsi l'accompagnement financier des déplacements entre le domicile et le travail à de nouveaux bénéficiaires, en particulier les agents publics résidant en zone rurale ou périurbaine n'ayant pas accès aux transports en commun.

Afin d'inciter l'utilisation de ces modes pour les déplacements professionnels, la collectivité souhaite mettre en place ce forfait mobilités durables dans les conditions suivantes :

I - Agents bénéficiaires :

Le forfait mobilités durables s'appliquera aux déplacements domicile principal-lieu de travail effectués à vélo ou en covoiturage par les agents quel que soit leur statut.

II- Conditions d'octroi et montant du forfait mobilités durables :

Les agents peuvent bénéficier du forfait mobilités durables à condition de choisir l'un des deux moyens de transport pendant un nombre minimal de 100 jours sur une année civile. Le montant annuel du forfait mobilité durable prévu à l'article 2 de l'arrêté du 9 mai 2020 pris pour l'application du décret n° 2020-543 du 9 mai 2020 est fixé à 200 €. Ce montant indemnise l'utilisation du vélo et du covoiturage, tant en passager que conducteur.

Le versement du forfait n'est pas cumulable avec le versement mensuel de remboursement des frais de transports publics ou d'abonnement à un service public de location de vélos.

Le nombre minimal de jours et le montant du forfait peuvent être modulés selon la durée de présence de l'agent dans l'année au titre de laquelle le forfait est versé quand l'agent :

- a été recruté au cours de l'année ;
- est radié des cadres au cours de l'année ;
- a été placé dans une position autre que celle d'activité pendant une partie de l'année.

L'agent peut alternativement utiliser le vélo ou le covoiturage pour atteindre le nombre minimal de jours.

III - Cas d'exclusion :

Le forfait mobilités durables ne peut être attribué :

- aux agents bénéficiant d'un logement de fonction sur leur lieu de travail ;
- aux agents bénéficiant d'un véhicule de fonction ;
- aux agents bénéficiant d'un transport collectif gratuit entre leur domicile/lieu de travail ;
- aux agents transportés gratuitement par leur employeur.

IV- Procédure :

L'agent adresse sa demande à la direction des ressources humaines et transmet une déclaration sur l'honneur (à renouveler chaque année) précisant le moyen de transport utilisé, au plus tard le 31 décembre de l'année au titre duquel le forfait est versé.

Lorsque l'agent a plusieurs employeurs publics, il doit déposer la déclaration auprès de chacun d'eux dans les mêmes délais.

Le montant versé par chaque employeur est déterminé selon le total cumulé des heures travaillées, et la prise en charge du forfait par chacun des employeurs est calculée au prorata du temps travaillé auprès de lui.

V- Contrôle par l'employeur :

L'attestation sur l'honneur suffit à justifier le moyen de transport utilisé.

Néanmoins, en cas de doute l'employeur peut demander la production de tout justificatif utile à sa demande.

VI - Modalités de paiement du forfait :

Le forfait est versé sur le bulletin de salaire l'année suivant celle du dépôt de la déclaration.
L'indemnité forfaitaire est exonérée d'impôts et de prélèvements sociaux.

Il est proposé au Conseil communautaire :

- d'approuver la mise en place du forfait « mobilités durables » d'un montant maximum de 200€ par an et par agent au bénéfice des agents de l'Agglomération remplissant les conditions d'octroi, à compter de l'année 2022.

Le Conseil communautaire, après délibération, décide d'approuver ces propositions par **77 VOIX POUR – 1 ABSTENTION (M. CLEMENT).**

Pour extrait conforme,

Pour le Président et par délégation
Karine ASSIER
Directrice Générale Déléguée